

Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur : **www.centraledesmarches.com**

Pour faire paraître une annonce légale : **Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 Fax 0 820 309 009 (0,12 € la minute) e-mail : annonces.legales@medialex.fr - Internet : www.medialex.fr

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023, soit 0,183 € ht le caractère ou tarif forfaitaire à titre dérogatoire pour certaines annonces légales.

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, www.actulegales.fr.

Marchés publics

Procédure adaptée

Communauté de communes du Pays de Chantonnay

Nettoyage des locaux et de la vitrerie des bâtiments

PROCÉDURE OUVERTE

Section 1 - Acheteur :
1.1 Acheteur : Nom officiel : communauté de communes du Pays de Chantonnay (85).
Forme juridique de l'acheteur : organisme de droit public.
Activité du pouvoir adjudicateur : services généraux des administrations publiques.
Section 2 - Procédure :
2.1 Procédure :
Titre : nettoyage des locaux et de la vitrerie des bâtiments de la communauté de communes du Pays de Chantonnay.
Description : nettoyage des locaux et de la vitrerie des bâtiments de la communauté de communes du Pays de Chantonnay.
Type de procédure : ouverte.
Procédure accélérée : non.
2.1.1 Objectif :
Nature du marché : services.
Nomenclature principale (CPV) : 90911000.
2.1.2 Lieu d'exécution :
Ville : Chantonnay. Code postal : 85110. Pays : France.
Code NUTS : FRG05.
Informations complémentaires de la procédure : pour chaque lot, une visite des sites est fortement conseillée et organisée afin de permettre aux candidats de prendre connaissance des lieux et des contraintes d'exécution des prestations.
Clause de réexamen (Évolution du périmètre du lot 1) : il est expressément prévu, en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, la possibilité d'intégrer la future Médiathèque au périmètre des prestations du lot 1. L'ouverture du bâtiment au grand public est actuellement estimée à septembre 2027.
Toutefois, les prestations de nettoyage (locaux et vitrerie) pourront être mises en place quelques mois avant l'ouverture au public, afin de permettre la préparation et la mise en service du bâtiment. Cette modification interviendra en cours d'exécution du marché par voie d'avenant, sans limitation de montant, afin d'adapter les prestations à ce nouveau bâtiment. Les candidats souhaitant répondre à plusieurs lots devront s'assurer d'avoir visité l'ensemble des sites concernés. Le candidat devra obligatoirement s'inscrire préalablement auprès de Mme Hélène Meunier (Service Bâtiment) par courriel à : helene.meunier@cc-paysdechantonnay.fr
2.1.3 Valeur :
2.1.4 Informations générales :
Informations complémentaires du marché :
Lot 1 : bâtiments de bureaux : bâtiment, 7, rue Alexandre-Rochereau à Chantonnay. Parties communes ; Pépinière d'entreprises, Actipôle de Benêtre à Sigournais. Parties communes ; locaux de la communauté de communes, 65, avenue du Général-de-Gaulle à Chantonnay.
Lot 2 : bâtiment médical : Pôle Santé, 40, avenue de Lattre-de-Tassigny à Chantonnay.
Informations complémentaires de la procédure : pour chaque lot, une visite des sites est fortement conseillée et organisée afin de permettre aux candidats de prendre connaissance des lieux et des contraintes d'exécution des prestations.
Clause de réexamen (Évolution du périmètre du lot 1) : il est expressément prévu, en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, la possibilité d'intégrer la future Médiathèque au périmètre des prestations du lot 1. L'ouverture du bâtiment au grand public est actuellement estimée à septembre 2027.
Toutefois, les prestations de nettoyage (locaux et vitrerie) pourront être mises en place quelques mois avant l'ouverture au public, afin de permettre la préparation et la mise en service du bâtiment. Cette modification interviendra en cours d'exécution du marché par voie d'avenant, sans limitation de montant, afin d'adapter les prestations à ce nouveau bâtiment. Les candidats souhaitant répondre à plusieurs lots devront s'assurer d'avoir visité l'ensemble des sites concernés. Le candidat devra obligatoirement s'inscrire préalablement auprès de Mme Hélène Meunier (Service Bâtiment) par courriel à : helene.meunier@cc-paysdechantonnay.fr
Base juridique : Directive 2014/24/EU.
2.1.5 Conditions de passation des marchés :
Nombre maximum de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre :
Nombre maximum de lots pour lesquels des marchés peuvent être attribués à un soumissionnaire : 2.
2.1.6 Motifs d'exclusion :
Informations complémentaires du marché :
Lot 1 : bâtiments de bureaux : bâtiment, 7, rue Alexandre-Rochereau à Chantonnay. Parties communes ; Pépinière d'entreprises, Actipôle de Benêtre à Sigournais. Parties communes ; locaux de la communauté de communes, 65, avenue du Général-de-Gaulle à Chantonnay.
Lot 2 : bâtiment médical : Pôle Santé, 40, avenue de Lattre-de-Tassigny à Chantonnay.
Section 5 - Lot :
5.1 Lot n° : Lot-0001 :
Titre : Lot 1 : bâtiments de bureaux de la CCPC.
Description : lot 1 : bâtiments de bureaux : bâtiment, 7, rue Alexandre-Rochereau à Chantonnay, parties communes ; Pépinière d'entreprises, Actipôle de Benêtre à Sigournais, parties communes ; locaux de la communauté de communes, 65, avenue du Général-de-Gaulle à Chantonnay ; clause de réexamen (Évolution du périmètre du Lot 1) : il est expressément prévu, en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, la possibilité d'intégrer la future Médiathèque au périmètre des prestations du lot 1. L'ouverture du bâtiment au grand public est actuellement estimée à septembre 2027. Toutefois, les prestations de nettoyage (locaux et vitrerie) pourront être mises en place quelques mois avant l'ouverture au public, afin de permettre la préparation et la mise en service du bâtiment. Cette modification interviendra en cours d'exécution du marché par voie d'avenant, sans limitation de montant, afin d'adapter les prestations à ce nouveau bâtiment.
5.1.1 Objectif :
Type de marché : services.
Classification CPV : 90911000.
5.1.2 Lieu d'exécution :
Ville : Chantonnay. Code postal : 85110. Pays : France.
Informations complémentaires : lot 1 : bâtiments de bureaux : bâtiment, 7, rue Alexandre-Rochereau à Chantonnay. Parties communes ; Pépinière d'entreprises, Actipôle de Benêtre à Sigournais. Parties communes ; locaux de la communauté de communes, 65, avenue du Général-de-Gaulle à Chantonnay.
5.1.3 Durée estimée :
Durée par mois : 51.
5.1.4 Renouvellement :
Nombre maximal de renouvellements : 3.
5.1.5 Valeur :
5.1.6 Informations générales :
Le marché est financé au moins partiellement par des fonds de l'Union européenne : projet de passation de marchés non financé par des fonds de l'UE.
Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui.
5.1.7 Achats stratégiques :
Approche de réduction des impacts environnementaux : none.
5.1.8 Critères d'accessibilité :
5.1.9 Critères de sélection :
5.1.10 Critères d'attribution :
Critère prix : Nom : Critère prix.
Description : le prix de l'offre du candidat sera établi sur la base du montant total de la DPGF dans le tableau Excel. Ce critère prix sera noté sur un maximum de soixante (60) points qui sera attribué en fonction du prix lui-même. Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60.
Critère Qualité : Nom : critère valeur technique.

Description : le critère technique noté/100 points puis ramenée à une note/40 et se décompose en sous-critères :
- organisation et méthodologie des prestations : note/25,
- planning prévisionnel, la cohérence des temps de présence : note/25,
- moyens humains, continuité de service : note/20
- moyens matériels, contrôle de la qualité et suivi des prestations : note/20,
- mesures environnementales : note/10.
Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40.
5.1.11 Documents de marché : pas de restriction en matière d'accès aux documents.
Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français.
5.1.12 Conditions du marché public :
Date limite de réception des offres : 29 mai 2026 à 12 h 00.
Soumission électronique : requise.
Adresse de soumission : https://www.marches-securises.fr
Catalogue électronique : autorisée.
Langues dans lesquelles les offres ou les demandes de participation peuvent être présentées : français.
Variante : non autorisée.
Date limite jusqu'à laquelle l'offre doit rester valable : 120 jours.
Conditions de présentation :
Conditions du marché :
Facturation électronique : requise.
5.1.15 Techniques : aucun.
Informations sur le système d'acquisition dynamique : pas de système d'acquisition dynamique.
5.1.16 Informations complémentaires, médiation et révision :
Organisation chargée des procédures de médiation : tribunal de Nantes.
Organisation chargée des procédures de recours : tribunal de Nantes.
Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : tribunal de Nantes.
5.1 Lot n° : Lot-0002
Titre : Lot 2 : Pôle Santé Bâtiment médical.
Description : lot 2 : bâtiment médical : Pôle Santé, 40, avenue de Lattre-de-Tassigny à Chantonnay.
5.1.1 Objectif :
Type de marché : services.
Classification CPV : 90911000.
5.1.2 Lieu d'exécution :
Ville : Chantonnay. Code postal : 85110. Pays : France.
Informations complémentaires : lot 2 : bâtiment médical : Pôle Santé, 40, avenue de Lattre-de-Tassigny à Chantonnay.
5.1.3 Durée estimée :
Durée par mois : 51.
5.1.4 Renouvellement :
Nombre maximal de renouvellements : 3.
5.1.5 Valeur :
5.1.6 Informations générales :
Le marché est financé au moins partiellement par des fonds de l'Union européenne : projet de passation de marchés non financé par des fonds de l'UE.
Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui.
5.1.7 Achats stratégiques :
Approche de réduction des impacts environnementaux : none.
5.1.8 Critères d'accessibilité :
5.1.9 Critères de sélection :
5.1.10 Critères d'attribution :
Critère prix : Nom : critère prix.
Description : le prix de l'offre du candidat sera établi sur la base du montant total de la DPGF dans le tableau Excel. Ce critère prix sera noté sur un maximum de soixante (60) points qui sera attribué en fonction du prix lui-même. Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60.
Critère qualité : Nom : critère valeur technique.
Description : le critère technique noté /100 points puis ramenée à une note / 40 et se décompose en sous-critères :
- organisation et méthodologie des prestations : note/25,
- planning prévisionnel, la cohérence des temps de présence : note/25,
- moyens humains, continuité de service : note/20,
- moyens matériels, contrôle de la qualité et suivi des prestations : note/20,
- mesures environnementales : note/10.
Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40.
5.1.11 Documents de marché : pas de restriction en matière d'accès aux documents.
Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français.
5.1.12 Conditions du marché public :
Date limite de réception des offres : 29 mai 2026 à 12 h 00.
Soumission électronique : requise.
Adresse pour la soumission : https://www.marches-securises.fr
Catalogue électronique : autorisée.
Langues dans lesquelles les offres ou les demandes de participation peuvent être présentées : français.
Date limite jusqu'à laquelle l'offre doit rester valable : 120 jours.
Conditions de présentation :
Conditions du marché :
Facturation électronique : requise.
5.1.15 Techniques : aucun.
Informations sur le système d'acquisition dynamique : pas de système d'acquisition dynamique.
5.1.16 Informations complémentaires, médiation et révision :
Organisation chargée des procédures de médiation : tribunal de Nantes.
Organisation chargée des procédures de recours : tribunal de Nantes.
Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : tribunal de Nantes.
Section 8 - Organisations
8.1 ORG-0001
Nom officiel : communauté de communes du Pays de Chantonnay (85).
Numéro d'enregistrement (Siret) : 26850446100073.
Adresse postale : 65, avenue du Général-de-Gaulle, BP 98. Ville : Chantonnay. Code postal : 85111. Pays : France.
Adresse électronique : contact@cc-paysdechantonnay.fr
Téléphone : +33 2 51 94 40 23. Télécopieur +33 2 51.94.89.46.
Profil de l'acheteur : https://www.marches-securises.fr
8.2 ORG-0003
Nom officiel : tribunal de Nantes.
Numéro d'enregistrement (Siret) : 17440005100010.
Adresse postale : 6, allée de l'Île-Gloriette. Ville : Nantes. Code postal : 44000. Pays : France.
Adresse électronique : greffe.ta-nantes@juradm.fr
Téléphone +33 2 40 99 46 00.
Section 11 - Informations relatives à l'avis :
11.1 Informations relatives à l'avis :
Identifiant/version de l'avis : 8928c9b6-eb4b-4bac-b3ae-7883d03f2a22.
Type de formulaire : mise en concurrence.
Type d'avis : avis de marché - directive générale, régime ordinaire.
Date d'envoi de l'avis : 20 avril 2026 à 15 h 55.
Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français.

Avis administratifs

TERRES DE MONTAIGU
Communauté d'agglomération
Prescription de la modification n° 8 du PLUi de l'ancienne communauté de communes Terres de Montaigu

AVIS

Par arrêté n° ARRAE_2026_065 du 21 avril 2026, le président de Terres de Montaigu, Communauté d'agglomération a prescrit la modification n° 8 du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'ancienne communauté de communes Terres de Montaigu. L'arrêté est consultable au siège de Terres de Montaigu et en mairie des communes membres concernées par ce PLUi, où il fait l'objet d'un affichage pendant 1 mois.

TERRES DE MONTAIGU
Communauté d'agglomération
Prescription de la modification n° 7 du PLUi de l'ancienne communauté de communes du canton de Rocheservière

AVIS

Par arrêté n° ARRAE_2026_064 du 21 avril 2026, le président de Terres de Montaigu, Communauté d'agglomération a prescrit la modification n° 7 du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'ancienne communauté de communes du canton de Rocheservière. L'arrêté est consultable au siège de Terres de Montaigu et en mairie des communes membres concernées par ce PLUi, où il fait l'objet d'un affichage pendant 1 mois.

Commune de MOUTIERS-LES-MAUXFAITS
Demande de permis d'aménager pour l'extension du lotissement Les Roches Bleues et à son évaluation environnementale
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le public est informé que, par arrêté n° 2026-URBA-060 en date du 16 avril 2026, M. le Maire de la commune de Moutiers-les-Mauxfaits a prescrit l'enquête publique relative à la demande de permis d'aménager pour l'extension du lotissement Les Roches Bleues et à son évaluation environnementale. L'enquête publique aura lieu du lundi 11 mai 2026 à 9 h 00 au mercredi 10 juin 2026 inclus à 12 h 00.
M. Marc Beaussant a été désigné en qualité de commissaire enquêteur et M. Jean-Paul Christy en qualité de commissaire enquêteur suppléant par le président du tribunal administratif.
Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public à la mairie de Moutiers-les-Mauxfaits, 25, avenue Georges-Clemenceau :
- lundi 11 mai 2026 de 9 h 00 à 12 h 00,
- mercredi 27 mai 2026 de 9 h 00 à 12 h 00,
- mercredi 10 juin 2026 de 9 h 00 à 12 h 00.
Le dossier relatif à l'enquête prescrite sera tenu à la disposition du public pendant la durée de l'enquête en mairie de Moutiers-les-Mauxfaits (en format papier et en version dématérialisée sur ordinateur) aux horaires d'ouverture habituels. Pendant ce délai, le public pourra consulter le dossier et formuler ses observations sur le registre d'enquête publique, au lieu précité, ou par courrier à : M. le Commissaire enquêteur, permis d'aménager Les Roches Bleues et évaluation environnementale, mairie de Moutiers-les-Mauxfaits, 25, avenue Georges-Clemenceau, 85540 Moutiers-les-Mauxfaits.
Le public pourra également consulter le dossier complet sur le site : https://moutiers-les-mauxfaits.fr/urbanisme
Et formuler ses observations par courriel à l'adresse suivante : ep.excochesbleues@moutierslesmauxfaits.fr
En application de l'article R.123-19 du Code de l'environnement, le commissaire enquêteur transmet, à l'autorité organisatrice, l'exemplaire du dossier de l'enquête publique accompagné du registre et des pièces annexes, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au tribunal, dans les délais légalement définis par l'article L.123-15 du Code de l'environnement.
Toute personne intéressée pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, sur le site de la Commune de Moutiers-les-Mauxfaits et en mairie de Moutiers-les-Mauxfaits, pendant un an à compter de la réception du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur.

Vie des sociétés

Les experts engagés des dirigeants

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 16 avril 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : société par actions simplifiée.
Dénomination : CR COVIN.
Siège : 8, Promenade Amiral-Lafargue, 85100 Les Sables-d'Olonne.
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.
Capital : 5 000 euros.
Objet : la société a pour objet, en France et à l'étranger : l'exploitation de tous fonds de commerce de débit de boissons ; l'activité de snacking, de petite restauration, sur place ou à emporter ; la vente de produits alimentaires ou non alimentaires et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées, et plus généralement de tous produits d'épicerie.
Exercice du droit de vote : tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Agrément : les actes d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.
Président : M. Rémi Covin, demeurant 100 ter, Docteur-Laennec, 85100 Les Sables-d'Olonne.
La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de La Roche-sur-Yon.

Pour avis
Le Président.

ELA
Société par actions simplifiée
Au capital de 1 000 euros
Siège social : 1, La Haute Fosse 85390 MOUILLERON-ST-GERMAIN 939 253 811 RCS La Roche-sur-Yon

AVIS
DE NON-DISSOLUTION
Aux termes d'une délibération en date du 24 février 2026, l'assemblée générale extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L.225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Le Président.

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 15 avril 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : Suivi FBO.
Forme : entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL).
Capital social : 1 000 euros.
Siège social : 3, impasse du Ruisseau, 85220 Landevieille.
Objet social : activité de suivi et coordination de travaux tous corps d'état, pilotage de chantiers, ainsi que toutes activités connexes ou complémentaires s'y rapportant.
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.
Gérance : Franck Bougy, 3, impasse du Ruisseau, 85220 Landevieille.
Immatriculation : au Registre du commerce et des sociétés de La Roche-sur-Yon.

Pour avis
Le Gérant.

Soyez informés
chaque jour dans notre rubrique **annonces légales**
nos publications
d'enquêtes publiques
avis administratifs

Les experts engagés des dirigeants

MIAM MIAM LE 46
Société à responsabilité limitée
Au capital de 1 000 euros
Siège social : 46, boulevard de l'Égalité 85800 ST-GILLES-CROIX-DE-VIE 994 350 924 RCS La Roche-sur-Yon

AVIS DE DÉMISSION D'UN COGÉRANT

Aux termes d'une décision en date du 16 avril 2026, l'associé unique a pris acte de la démission de M. Sébastien Faillet, demeurant 71, rue des Sables, Résidence Les Peupliers, 85160 Saint-Jean-de-Monts, de ses fonctions de gérant à compter du 16 avril 2026 et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.

Pour avis
La Gérance.

Notaire

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Me Flavien Garzino, notaire associé au sein de la société d'exercice libéral par actions simplifiée «Laure Barreau & Flavien Garzino» titulaire d'un Office Notarial à Challans, 23, boulevard René Bazin, le 20 avril 2026, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : SCI Les Sables Rouges.
Siège social : Commeyrieurs (85220), 142, chemin de la Roussière.
Objet : acquisition, administration, gestion par location ou autrement de tous biens immobiliers.
Durée de la société : 99 ans.
Capital social fixe : 71 000 euros.
Apport en numéraire : 71 000 euros.
Cession de parts et agrément : soumises à agrément.
Gérants : Mme Valérie Cadiou, demeurant à Bougenais (44340), 1, rue du Clos Saint-Père et M. Jean-Philippe Ramage, demeurant à Pluvigner (56330), 30, rue de Floranges.
La société sera immatriculée au Registre national des entreprises et au Registre du commerce et des sociétés de La Roche-sur-Yon.

Pour avis
Le Notaire.

Les experts engagés des dirigeants

A4 FORMATION
Société par actions simplifiée
Au capital de 37 500 euros
Siège social : 9, rue Watt 85000 LA ROCHE-SUR-YON 842 407 124 RCS La Roche-sur-Yon

PERTE DE LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL
Aux termes d'une décision en date du 30 juin 2025, l'associée unique, statuant en application de l'article L.225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis
La Présidente.

Les experts engagés des dirigeants

HERBAUNAUTIQUE
Société à responsabilité limitée
Siège social : 472C, Terre-Plain Portuaire L'Herbaudière 85330 NOIRMOUTIER-EN-L'ÎLE 980 697 379 RCS La Roche-sur-Yon

CAPITAL SOCIAL

Aux termes d'un procès-verbal des décisions de la gérance en date du 15 avril 2026, le capital social a été réduit d'une somme de 4 800 euros, pour être ramené de 8 000 euros à 3 200 euros par rachat et annulation de 480 parts sociales appartenant à Mme Roxane Gallais. Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence. La modification des statuts appelle la publication des mentions antérieures publiées et relatives au capital social suivantes :
Ancienne mention : le capital social est fixé à huit mille euros (8 000 euros).
Nouvelle mention : le capital social est fixé à trois mille deux cents euros (3 200 euros).

La Gérance.

Autres légales

GREFFE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LA ROCHE-SUR-YON
CLÔTURE POUR EXTINCTION DU PASSIF

Suivant jugement en date du 19 mars 2026, le tribunal a prononcé la clôture pour extinction du passif, des opérations de redressement judiciaire de GAEC Ducept Souchet, Le Grand Village, 85410 Saint-Sulpice-en-Pareds.

Le Greffier.

Régime matrimonial

Notaires de France

Selari Me David GROSSIN - Notaire
106, route de La Roche-sur-Yon 85300 CHALLANS

AMÉNAGEMENT DE RÉGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Me Fabienne Rabal-land-Charnet, notaire au sein de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée «David Grossin» titulaire d'un office notarial à Challans (Vendée), 106, route de La Roche-sur-Yon, CRPCEN 85109, le 20 avril 2026, a été effectué un apport à communauté aménageant le régime matrimonial entre : M. Christian Philbert Joseph Henri Raballand, retraité, et Mme Viviane Marie Thérèse Irène Michelle Morineau, exploitante agricole, demeurant ensemble à Le Perrier (85300) 23, chemin de la Brechelière, Saint-Philbert.
Monsieur est né à Le Perrier (85300) le 5 mars 1954, Madame est née à Saint-Jean-de-Monts (85160) le 29 septembre 1955. Mariés à la mairie de Saint-Hilaire-de-Riez (85270) le 27 mai 1977 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.
Monsieur est de nationalité française. Madame est de nationalité française. Résidents au sens de la réglementation fiscale.
Les oppositions des créanciers pouvant exister sur le bien apporté, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion
Le Notaire.

Notre publication adhère à
A R P P
dont elle suit les recommandations
Les remarques concernant une publicité parue dans notre publication sont à adresser au
A R P P
autorité de régulation professionnelle de la publicité
23 rue Auguste Vacquerie 75116 Paris
www.arpp-pub.org
Les remarques concernant les petites annonces classées sont à adresser directement au journal

Les ventes judiciaires immobilières

Les frais de la vente : ils comprennent :
- les frais de procédures de publicité (leur montant précis est vérifié par le juge et annoncé à l'ouverture des enchères)
- les droits d'enregistrement au profit du Trésor Public
- les émoluments des avocats conformes au tarif des notaires.

Vous voulez acheter ?
Formalités à accomplir avant la vente :
se renseigner sur les conditions de la vente précisées dans le cahier des charges tenu à la disposition du public
- au greffe du Tribunal de Grande Instance
- au cabinet de l'avocat poursuivant la vente.

Notre territoire

UN SERVICE 100% GRATUIT

NOTRE-TERRITOIRE.COM

SOYEZ LE 1^{ER} INFORMÉ DES PROJETS D'AMÉNAGEMENT PRÈS DE CHEZ VOUS OU N'IMPORTE OÙ EN FRANCE!

Le site qui rassemble tous les avis d'enquêtes publiques.

Notre territoire

UN SERVICE 100% GRATUIT

NOTRE-TERRITOIRE.COM

SOYEZ LE 1^{ER} INFORMÉ DES PROJETS D'AMÉNAGEMENT PRÈS DE CHEZ VOUS OU N'IMPORTE OÙ EN FRANCE!

Le site qui rassemble tous les avis d'enquêtes publiques.

ouestfrance

Société « Ouest-France », S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 300 000 €.

Siège social : 10, rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9.
Tél. 02 99 32 60 00
www.ouest-france.fr

Rédaction de Paris : 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré 75008 Paris. Tél. 01 44 71 80 00.

Fondateur : M. Paul Hutin Desgrées.
Cofondateur : M. François Desgrées du Loû.
Fondateur de l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste : M. François Régis Hutin.

Directeur de la publication : M. François-Xavier Lefranc.

Rédacteurs en chef : M. Philippe Boissonnat, Mme Laetitia Gréffé, M. Sébastien Grosmaître.

Membres du Directoire : MM. François-Xavier Lefranc, Président, Fabrice Bazard, Directeur Général, Mme Maud Lévrier, M. Olivier Porte.

Membres du Conseil de Surveillance : MM. David Guiraud, Président, Mmes Christine Blanc-Patin, Vice-Présidente Valérie Cottureau, Elsa Da Costa, Annabel Desgrées du Loû, Laurence Méhaignerie, MM. Pierre Charpentier, Denis Boissard, Thierry Maillard.
SIPA représentée par M. Benoît Le Goaziou, Association Ouest-France Solidarité représentée par M. Paul Hutin.

Principale associée : SIPA (Société d'investissements et de participations). SIPA est contrôlée par l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste, association loi 1901, dont le Conseil d'Administration est composé de MM. David Guiraud, Président; Bertrand Badré, Olivier Bonsart, Denis Boissard, Christophe Hutin, Benoît Le Goaziou, François Le Goaziou, Mmes Christine Blanc Patin, Annabel Desgrées du Loû, Laurence Méhaignerie, Dominique Quinio, Marie-Tinité Touffet.

Abonnement
Retrouvez nos offres sur abo.ouest-france.fr
Tarif 1 an : 416 €

Une question sur votre abonnement ? Nos conseillers sont à votre écoute du lundi au vendredi de 8h à 18h au 02 99 32 66 66 (appel non surtaxé). Vous pouvez aussi gérer votre abonnement sur moncompte.ouest-france.fr

Publicité extralocale : 366 SAS
Tél. 01 80 48 93 66. www.366.fr

Publicité locale : Additi média, tél. 02 19 29 04 27. additimedia.fr

Commission paritaire n° 0625 C 86666
N° ISSN : 0999-2138.

Impression : Ouest-France, 10, rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9.
Parc d'activité de Tournebride, 44118 La Chevrolière.

Imprimé sur du papier produit en France, Belgique, Allemagne, Espagne et Royaume-Uni. Taux moyen de fibres recyclées : 90,42 %. Eutrophisation : 0,010 kg/t/tonne.

Tirage du vendredi 24 avril 2026 : 461 078

Certifié PEFC - PEFC/10-31-3502